

Marginalité, vulnérabilité et pratiques de survie en période de soudure alimentaire

Pierre Janin

▶ **To cite this version:**

Pierre Janin. Marginalité, vulnérabilité et pratiques de survie en période de soudure alimentaire. Colloque Dynamiques de Pauvretés et Vulnérabilités : Séance Marginalité et Stratégies de Survie, Nov 2007, Louvain, Belgique. ird-00250301

HAL Id: ird-00250301
https://ird.hal.science/ird-00250301

Submitted on 11 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Manuscrit auteur, publié dans "Colloque Dynamiques de Pauvretés et Vulnérabilités : Séance Marginalité et Stratégies de Survie, Louvain : Belgique (2007)"

Marginalité, vulnérabilité et pratiques de survie en période de soudure alimentaire

Séance « Marginalité et stratégies de survie »
Colloque « Dynamiques de pauvretés et vulnérabilités »
Université Catholique de Louvain (27-30 novembre 2007)

Pierre JANIN
Chargé de Recherches IRD
UR 106 NALIS « Nutrition, alimentation, sociétés »
Centre IRD de Hann
Route des Pères Maristes
BP 1386 DAKAR – HANN (Sénégal)
Tél. : (00 221) 33 849 35 95
Mél. : pierre.janin@ird.sn

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

Résumé :

Cette communication s'intéresse aux relations existantes entre la marginalité et la vulnérabilité alimentaires dans des espaces ruraux africains soumis à de multiples aléas et contraintes. La « soudure alimentaire », analyseur complexe du manque objectif comme ressenti à l'échelle micro, en constitue le point d'entrée dynamique privilégié. Cette approche s'efforce plus particulièrement de prendre en compte la dimension temporelle, la variabilité spatiale et l'intensité de la soudure en fonction des catégories d'acteurs. Elle accorde également une large place à l'étude des réponses familiales en période de déficit, en dehors de tout appui étatique ou privé. L'objectif est de montrer combien, en fin de compte, le diagnostic des situations d'insécurité et de marginalité alimentaires reste aléatoire et imparfait. Parce qu'il mêle indistinctement discours, perceptions et réalités mais aussi parce qu'il sous-estime la part construite de la vulnérabilité. Cette analyse comparative est basée sur des données originales d'enquête collectées, entre 2001 et 2004, auprès d'échantillons représentatifs de familles rurales gourmantché dans l'Est du Burkina Faso et mafa dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

Mots clés : vulnérabilité, marginalité, stratégies, risque, soudure alimentaire, insécurité, ménage.

Insécurité et précarité constituent la trame de fond dans laquelle évoluent, de longue date, les familles et les communautés villageoises en milieu rural sahélo-soudanien enclavé. Cette situation est souvent renforcée par le repli de l'action étatique depuis deux décennies et le ciblage sélectif des initiatives privées de développement (projets régionaux ou sectorisés). Qui plus est, les indicateurs quantitatifs mobilisés pour rendre compte de ces conditions d'existence comme les discours normatifs des opérateurs de développement tendent à accréditer une vision pessimiste empreinte d'un certain fatalisme. Or, les populations locales (majoritairement agropastorales) ne perçoivent pas nécessairement cette précarité financière et matérielle comme autant de formes d'exclusion et de marginalité par rapport à un modèle de développement imposé. De même, il existe souvent un décalage important entre les formes apparentes de vulnérabilité (sociale, économique et alimentaire), mesurée à des échelles géographiques « moyennes » (département par exemple) et la vulnérabilité réelle des familles et des individus (Janin 2005, Janin et Martin-Prével 2006). Les concepts de marginalité et de vulnérabilité sont donc au cœur de la réflexion théorique et empirique proposée (Janin 2006b).

Ce texte s'intéresse aux points clés de la vulnérabilité des familles en terme d'accès aux ressources comme de capacité d'action. La soudure alimentaire (période de disette plus ou moins marquée), de durée et d'intensité variables, sert de point d'entrée et d'analyseur privilégié (Cambrézy et Janin 2003, Janin 2004). Elle est plus particulièrement abordée sous l'angle de la gestion temporelle des ressources alimentaires disponibles et de la mise en place de recours en situation de manque. Une des hypothèses fortes est que les réponses apportées constituent un élément clé de la vulnérabilité, insuffisamment pris en compte, par rapport aux dotations patrimoniales initiales.

Autour des ressources mobilisables (terre, grenier, bétail, argent) se dévoilent ainsi progressivement certaines procédures de construction des inégalités souvent difficiles à mesurer pour la mise en place des interventions. Une large place est également consacrée, grâce aux données originales recueillies, à la diversité des réponses apportées par les responsables de famille en période de soudure alimentaire et à leur inégale efficacité en fonction de la temporalité des décisions (Janin 2007). De même, la variabilité spatiale et temporelle de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, insuffisamment prise en compte dans les diagnostics institutionnels actuels, est également discutée. Enfin, il paraissait judicieux de mettre en évidence la signification différente de la soudure selon les différentes catégories sociales et les générations de responsables familiaux.

Cette analyse comparative est basée sur les données d'enquête collectées, entre 2001 et 2004, auprès d'un échantillon représentatif de familles rurales gourmantché dans l'Est du Burkina Faso et mafa dans l'Extrême-Nord montagneux du Cameroun[1].

1. Proximités et dissemblances

Depuis une décennie, le concept de vulnérabilité est à la mode (Dilley et Boudreau 2001, Hesselberg et Yaro 2006). Avec celui de risque, auquel il est indéfectiblement lié, il est devenu un objet très mobilisateur pour la recherche en développement et pour les professionnels de l'aide humanitaire (Heitzmann et *al*. 2001, Lovendal et Knowles 2005). Risque et vulnérabilité semblent pouvoir fournir une grille d'analyse fonctionnelle des crises, déséquilibres, insécurités et fragilités complexes de nature à donner une cohérence ex-ante et ex-post à l'action sur le terrain (Janin 2003 ; Brooks, Adger et Mick 2005). Au cours de la décennie écoulée, ils ont été réappropriés par l'ensemble des courants disciplinaires et des écoles de pensée du développement (Adger 2006). Si les différentes dimensions conceptuelles de la vulnérabilité semblent désormais bien établies (exposition, sensibilité et réactivité en situation de risque), les percées méthodologiques (indicateurs, échelles et niveaux) ne soulèvent pas d'avis unanimes (Janin 2006b). Se posent, en effet, de nombreux problèmes de mesure et de

[1] Collectées, selon un plan de sondage aléatoire, dans 21 villages, représentant 180 concessions, 615 ménages et 5715 individus, dans le cadre d'enquêtes saisonnières en milieu rural burkinabé (projet de recherche de l'IRD « Vulnérabilité alimentaire et sécurité nutritionnelle ») dans la province de la Gnagna entre 2000 et 2002 et dans 13 villages, représentant 130 concessions et ménages dans le « pays » mafa.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

ciblage, non dénués de présupposés normatifs ou idéologiques, qu'il paraît judicieux de questionner. Dans cette perspective, le recours à la notion de marginalité, quelque peu tombée en désuétude depuis la fin des années 1980, se révèle féconde. Marginalité et vulnérabilité se révèlent, en effet, à la fois proches, complémentaires et différentes.

D'un point de vue conceptuel, elles partagent plusieurs propriétés fondamentales. La première est de ne pas exister en soi mais « en relation avec » un environnement social et spatial, à la fois donné et construit selon un système de causalité : chaque indicateur induit à la fois cette relation (cause) et résulte de la relation donnée (effet). La seconde est de se définir en creux par rapport à une situation « normale », à un « temps » ordinaire, sans pour autant s'en détacher radicalement : espaces ruraux enclavés et groupes précarisés sont, de fait, intégrés aux systèmes d'échanges et de relations. Enfin, la troisième est liée au principe de segmentation et de distorsion : marginalité et vulnérabilité se déploient et varient selon les différents niveaux d'analyse statistique et géographique, depuis l'individu jusqu'au groupe, de la cour familiale au territoire national ; elles fluctuent également selon l'horizon temporel d'observation et leur mesures objectives peuvent sensiblement différer de leur ressenti. Marginalité et vulnérabilité possèdent donc une évidente dimension territoriale liée aux modes d'appropriation inégalitaire des ressources et aux identités territoriales naissantes. Elles semblent constituer des marqueurs particuliers des processus de territorialisation en œuvre dans des contextes géographiques, politiques et sociaux fragiles et incertains.

De manière plus précise, la marginalité et la vulnérabilité s'enracinent dans une conception duale, à la fois normative et moraliste du développement dont les objectifs et la terminologie ont fluctué selon les époques (Hours 2007). Ainsi, les stratégies de lutte contre le sous-développement a cédé la place au paradigme de la « lutte contre la pauvreté », changement de cadre idéologique oblige. Toutes deux possèdent une proximité relative avec deux notions, à forte charge symbolique et politique, la normalité et la déviance (Courade 1985) à utiliser néanmoins avec beaucoup de prudence. Dans les espaces ruraux d'étude est considéré comme marginal ce qui est géographiquement distant, isolé ou décalé (principe d'enclavement et de frontière), ce qui participe de manière embryonnaire à l'intensification des échanges marchands du fait de la pauvreté ou de faibles capacités productives (principe de repli). Ainsi, les paysanneries sahéliennes ont pendant longtemps été considérées comme en marge de l'économie de marché au prétexte qu'elles pratiqueraient le stockage non-marchand, l'autoconsommation des récoltes et ne disposeraient pas de trésorerie importante. Or, dans le même temps, cet archétype passéiste était fortement contredit par l'importance du commerce précolonial du bétail et des céréales, le maillage territorial des marchés et la réactivité des réseaux marchands (Janin 2006a). Ces paysanneries étaient-elles précédemment plus marginales et plus vulnérables ? N'est-ce pas aussi parce que les critères d'appréciation ont fondamentalement évolué ?

La vulnérabilité, pour sa part, est à considérer comme l'expression d'une fragilité (liée à une exposition et une sensibilité à un événement extérieur déstabilisant) combinée à un manque de capacité (ou de réactivité) immédiate et à plus long terme. Si cette définition générique fait presque l'unanimité, les classifications et catégorisations qui en découlent suscitent davantage d'interrogations. Ainsi, la notion de groupe vulnérable[2] semble souvent fournie en « kit », comme une donnée préétablie (Klennert 2006), quel que soit le contexte (rural/urbain, crise/non-crise, etc…). Certes, ce « découpage » peut être complété par la délimitation de nouveaux groupes-cibles pour répondre, par exemple, aux nouvelles exigences d'un programme sectorisé (nutritionnel, agricole ou sanitaire) mais toujours de manière « marginale » sans véritablement remettre en cause le cadre idéologique qui le sous-tend. On reste ainsi souvent dans le cadre d'une démarche classificatoire qui peine à prendre en compte la variabilité temporelle et scalaire des facteurs de vulnérabilité. Qui plus est, l'importance des enjeux institutionnels — qui renvoie à certaines concurrences ancienne dans le champ de l'aide — semble de nature à freiner les ouvertures critiques comparatistes. Sans doute est-ce également lié à la pesanteur des procédures, des choix techniques et des arbitrages testés et validés par les différents intervenants. Or, la vulnérabilité alimentaire semble « résister » à l'application de tels cadres normatifs ou méthodologiques : elle est un objet complexe à

[2] Mères allaitantes ou en âge de procréer, femmes veuves ou divorcées, jeunes migrants, personnes âgées.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

établir et analyser étant donné la multiplicité des facteurs exogènes et endogènes qui la fonde et la variabilité des jeux d'interaction tantôt négatifs, tantôt positifs.

La marginalité renvoie fortement à la prégnance des perceptions héritées : est considéré comme « marginal », dans le champ du développement, ce qui tranche avec le cadre normatif préétabli des opérations de développement envisagées ou qui résiste à l'analyse du seul fait de sa différence et de sa complexité. De ce fait, la marginalité est sans doute davantage le produit d'un marquage politique et identitaire qu'une construction socio-économique ; elle se nourrit aussi des incompréhensions, des méconnaissances et des idées reçues, qui viennent nourrir une vision réductrice et parfois condes-cendante sur les pratiques et les mentalités des sociétés locales « à développer » (Courade et *al*. 2006). Par ailleurs, il convient inversement de ne pas sous-estimer le caractère endogénéisé de la marginalité (et, de son corollaire, la vulnérabilité) selon les identités collectives d'appartenance. Sa perception et son vécu dépendent certes du niveau de ressources objectives mobilisables en situation de crise mais aussi du sentiment de soi, c'est-à-dire de la confiance individuelle accumulée pour faire face aux épreuves et aux imprévus (confiance et capital relationnel). Ainsi, certains éleveurs peuls, même s'ils ont pleinement conscience de la précarité de leurs moyens d'existence n'ont pas nécessairement les ressources, tant matérielles que psychologiques pour faire preuve de réactivité ou de plasticité comportementale et restent durablement attachés à leur mode de vie.

La marginalité et la vulnérabilité sont donc des objets fondamentalement polymorphes et évolutifs, selon les contextes géographiques, historiques et sociaux et les échelles d'analyse. Ainsi, la géopolitique de l'Afrique de l'Ouest a été marquée par un renversement de polarité historique : la centralité continentale sahélo-soudanienne a cédé la place à un modèle de développement où l'emportent la littoralisation des activités et des hommes et l'extraversion économique (Debrie et Steck 2001). A une échelle micro, on retrouve également cette dichotomie avec les couples « haut/bas » et « central/marginal ». Les zones basses (plaine d'inondation, bas-fonds) et les « brousses » ont ainsi pendant longtemps été dépréciées tant géopolitiquement qu'agronomiquement jusqu'à ce que la saturation foncière, la péjoration pluviométrique, la dégradation de la fertilité et la paupérisation en période d'ajustement structurel viennent leur redonner une place de choix dans les stratégies agricoles.

C'est pourquoi, la marginalité et la vulnérabilité se révéleraient, en fin de compte, plus difficiles à étudier qu'il n'y paraît. Cela tiendrait également à l'ubiquité qui les caractérise : elles constituent autant un état qu'un processus, une cause qu'un résultat. Par ailleurs, dans ce domaine, la majorité des études et des cadres d'intervention hésitent en permanence entre deux approches : l'une vise à diagnostiquer la marginalité et la vulnérabilité des territoires par la spatialisation de certains facteurs de risques environnementaux ou économiques (CILSS-AGHRYMET 2000) ; l'autre s'intéresse plutôt à la vulnérabilité des sociétés, par la prise en compte des réponses individuelles et collectives en situation de précarité et/ou de crise et l'établissement de « lignes de vie » (Devereux et *al*. 2004).

Or, si ces deux approches se révèlent complémentaires, si parfois elles se chevauchent, elles n'impliquent pas les mêmes résolutions techniques ou politiques en termes d'action. D'où la difficulté manifeste à proposer une approche composite faisant du couple espace/territoire un cadre structurant à la fois pour l'action et un objet même à délimiter (Janin et Martin-Prével 2006). Il en va de même pour la vulnérabilité au caractère multidimensionnel : collective et individuelle, conjoncturelle et structurelle, objective et subjective, statique et dynamique.

Pour chaque approche, des questions de méthode, de ciblage et de représentation (classes, échelles) se posent. Quels sont, par exemple, les indicateurs les plus pertinents pour rendre compte de la vulnérabilité et de la marginalité ? Comment différencier les aspects conjoncturels et structurels (PAM 2003) ? A quelle échelle et à quelle période ? Quels seuils de classement ont été établis ? Et comment ont-ils été définis ? A quel type d'intervenant est destinée l'information recueillie ? Autant de questions primordiales pour espérer une action publique ou privée plus efficiente dans des contextes de crise à la fois aléatoire et récurrente. Quant à la représentation spatiale de la vulnérabilité, dont la carte constitue le produit le plus banalisé et le plus médiatisé, elle est loin de lever tous les doutes. Pour de nombreux développeurs, elle a le mérite de la clarté et de la cohérence. Encore faut-il s'entendre sur ce que « dimension spatiale » signifie. S'agit-il de redistribuer dans l'espace certains indicateurs

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

ponctuels collectés ou de fournir un diagnostic systémique territorialisé (Eriksen et *al*. 2005) ? La première proposition s'intéresse essentiellement à l'inscription localisée des comportements des acteurs (Smith et *al*. 2000) tandis que l'autre envisage le territoire comme le produit d'un système socio-spatial (Janin 2007). Autant de questionnements qui devraient inciter les commanditaires de produits cartographiques à une plus grande prudence et distance critique (PAM 2005).

Parmi toutes les formes de vulnérabilité, la vulnérabilité des ménages est sans aucun doute la plus problématique. D'abord parce que les limites fonctionnelles des unités familiales sont fluctuantes. Ensuite, parce que se pose des effets de seuil et d'agrégation, tant statistique que géographique. Est-il plus pertinent de travailler à partir de l'unité économique que constitue le ménage, de l'unité socio-relationnelle qu'est la famille ou de l'unité spatiale de résidence (cour collective) ? Tout dépend de l'objet même d'étude. Et si la vulnérabilité familiale est bien la somme des situations individuelles, l'inverse ne l'est pas. L'hétérogénéité et la variabilité spatio-temporelle des situations réelles de vulnérabilité et de marginalité est un autre défi pour les opérateurs de développement (Reardon et Matlon 1989). Car, au sein d'un même ménage, des différences individuelles importantes peuvent exister, *a fortiori* si sa taille s'accroît sensiblement. Les périodes de stress, à l'instar de la soudure alimentaire, sont d'ailleurs propices à l'observation de pratiques de marquage social ou d'éloignement géographique. Mais comment appréhender ces inégalités masquées si ce n'est au prix d'une connaissance précise des statuts individuels et des rapports sociaux qui se traduisent par une diversité de droits d'accès et d'usage à des ressources limitées (terre, arbre, grenier, cheptel) (Courade 2001) ? Ce type de connaissances nécessite un temps qui fait souvent défaut au professionnel du développement. C'est pourquoi, depuis quelques années, on assiste à la mise au point de méthodes rapides participatives d'évaluation qualitative de la vulnérabilité à l'aide d'échelles classificatoires simplifiées (Swindale et Bilinsky 2006). Toute l'approche repose sur une prise en compte des craintes et des impressions des personnes vulnérables (Coates 2004, Coates et *al*. 2006a, 2006b). Elle a l'avantage de fournir un score instantané de vulnérabilité immédiatement exploitable par les intervenants avec des biais significatifs toutefois. En effet, ce « marketing social » édulcore la complexité des régulations sociales et des rapports de pouvoir en place ; il écrase aussi l'horizon d'anticipation en réduisant l'appréhension de la vulnérabilité à un vécu à la fois diffus et immédiat (Bilinsky et Swindale 2005).

Quelles dimensions concrètes prennent la marginalité et la vulnérabilité en période de déficit alimentaire saisonnier ? Comment peuvent-elles être évaluées en termes de gestion du risque alimentaire ? Comment identifier les groupes et les personnes les plus vulnérables dans un contexte de pauvreté endémique ? Dans de l'Est du Burkina Faso, Peuls et Gourmantché semblent se situer de part et d'autre d'une ligne de marginalité et de vulnérabilité tandis que dans les montagnes de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'alternance entre année de culture du mil et année de culture de sorgho est de nature à recréer un tel gradient.

2. Variabilité et hétérogénéité

Insécurité, précarité, constituent, à maints égards, la trame de fond dans laquelle évoluent, de longue date, les familles et les communautés villageoises en milieu rural sahélo-soudanien enclavé. Celles-ci doivent, en effet, composer avec une multitude d'aléas et d'imprévus, naturels, économiques et sociaux (Raynaut et *al*. 1997) qui sont autant de facteurs de marginalité et de vulnérabilité. Toutefois, toutes les formes de vulnérabilité et de marginalité ne sont pas toujours immédiatement décelables. Non seulement parce que la précarité généralisée suppose que l'on entreprenne une véritable micro-sociologie des moyens d'existence mais surtout parce que les catégories préétablies sont à questionner et repenser.

L'espace et le temps sont donc deux dimensions primordiales pour l'analyse de la marginalité et de la vulnérabilité alimentaires (Janin 2007). Elles ont cessé d'être l'apanage des sciences sociales. Ce dont on ne peut que se féliciter même si leur usage combinatoire en statistique en appauvrit un peu le contenu (Frongillo et Nanama 2006). Ceci explique sans doute pourquoi, nous avons été très attentifs à prendre en considération les facteurs micro-

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

territorialisés de survie et la capacité des acteurs individuels à faire face des situations de stress alimentaire ou nutritionnel.

En « milieu » rural soudano-sahélien, les éleveurs peuls occupent une place particulière. Souvent installés depuis plusieurs générations dans les terroirs villageois, ayant noué des liens de complémentarités et de proximité avec les agro-pasteurs gourmantché, par le biais de demandes d'allocation temporaires de terre, de contrats de fumure de parcelles cultivées ou d'échanges de nourriture (lait contre céréales), ils n'en sont pas moins « à part » ou « en retrait », cultivant une « différence » tant spatiale, sociale qu'identitaire. Ils sont généralement installés à la frange des finages, dans des clairières de déboisement, au sein de campements regroupant quelques cases en secco ; ils se situent aussi souvent à la marge des processus de négociation et d'installation des « projets ».

A certains égards, ils semblent également un groupe social particulièrement vulnérable. Leur mode de vie est exposé à un ensemble d'aléas dont il est difficile de se prémunir : dégradation des ressources fourragères, imparfaite maîtrise des épizooties, variation saisonnière du terme de l'échange entre bétail et céréales locales. Or, ce dernier se dégrade rapidement au fil des mois, au fur et à mesure que l'offre céréalière se réduit et que le déstockage de bétail s'accélère, leurs prix évoluant de manière proportionnellement inverse. Dans le même temps, les ressources alimentaires propres au ménage (bétail et lait) se raréfient tandis que s'accroît la dépendance alimentaire vis-à-vis des produits de cueillette et du marché (Janin 2006a) puisque que la culture du mil (et non pas le sorgho comme les agro-pasteurs gourmantché) reste souvent une activité secondaire de complément ; elle n'apporte qu'une sécurité relative en raison du faible volume récolté et de rendements aléatoires. Cette contribution est d'autant plus réduite que les parcelles se situent généralement sur les interfluves déjà exploités, aux potentialités agricoles amoindries. Qui plus est, les droits de culture, alloués pour un cycle de culture par les responsables d'exploitation gourmantché, sont de nature à décourager les investissements productifs (Ouedraogo 2006)[3] : la culture du mil y est donc souvent effectuée de manière hâtive, sans paillage du sol, sans apport de fumure ou sans pratique du *zaï*. Certes au cours de l'hivernage, les ressources fourragères se reconstituent progressivement mais le rendement laitier reste faible.

Autre facteur de vulnérabilité, la structure démographique des unités de résidence : elles sont souvent constituées d'un ou de deux ménages de taille réduite (Martin-Prével et *al*. 2006). De ce fait, ils possèdent rarement les actifs nécessaires pour faire face à des situations de pénurie alimentaire durable ou aggravée (Hampshire & Randall 2005). C'est le cas aussi des ménages nouvellement constitués, par mariage ou scission, dont la prise d'autonomie peut se révéler pénalisante. En effet, elle coïncide parfois avec la mise en veille de certaines formes traditionnelles d'entraide et de prise en charge contractualisées. Si mobilité et indépendance constituent les invariants d'un mode de vie adaptatif à des stress bio-climatiques et économiques, ils peuvent également être des éléments multiplicateurs de fragilités et de vulnérabilités. Inversement, la vie au sein de vastes unités multipolaires de résidence, caractérisées par un nombre plus élevé de dépendants alimentaires (enfants en bas âge et personnes âgées) disposant des ressources financières et alimentaires plus abondantes, offre un cadre structurant et sécurisant relatif. Les logiques redistributrices en œuvre — qu'illustre parfaitement la gestion communautaire des greniers ou encore la préparation alternée et la consommation partagée des repas —, jouent un rôle d'amortisseur social pour les moins fragilisés. Toutefois, cette mutualisation des risques possède un coût élevé pour les « pourvoyeurs » mis à contribution.

Bien différente est la situation de la paysannerie mafa dans les montagnes frontalières du Nigeria, à l'extrême nord du Cameroun (Monts Mandara). Ce « petit » groupe de population appartient aux sociétés non islamisées, refoulées progressivement par la conquête foulbé (Seignobos 2004). Il occupe donc un espace à la périphérie du « monde » foulbé, constitué de terroirs exigus, finis, surexploités en raison de densités élevées de population. Certes, la pluviométrie générale y est plus favorable qu'en pays gourmantché (900 à 1100 mm contre 550 à 650 mm en moyenne décennale) mais les fortes pentes et la nature poreuse des arènes granitiques ne permettent pas d'accumuler de grandes quantités d'eau et de pratiquer des cultures de saison sèche. L'eau y est, de ce fait, une ressource rare. Ce bastion montagnard

[3] Il s'agit souvent de droit annuel de culture à l'issue de laquelle le propriétaire récupère la jouissance de sa tenure foncière).

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

surplombe une vaste plaine d'inondation à forte potentialité agricole dont les élites foulbé en régulent efficacement et arbitrairement les droits d'accès : installation et déguerpissement ne sont pas rares tandis que les « montagnards » doivent parfois se résoudre à louer leur force de travail agricole (pour le repiquage du sorgho de contre-saison par exemple) ou émigrer saisonnièrement au Nigeria proche. Parallèlement, l'ensemble des activités économiques subit une taxation systématique et arbitraire (*zakat*). Ici, l'ouverture de l'espace et la suprématie militaire peule y ont forgé un ordre social foncièrement inégalitaire à l'origine de l'hégémonie politique et de la géopolitique actuelle (Beauvillain 1989 ; Ndembou 2000, 2003 ; Watts 1983). Sédentarité et esprit de résistance ont donc donné naissance à des situations de marginalité géographique et vulnérabilité économique : les agriculteurs mafa y semblent « soumis, dépendants et archaïques » face à des Peuls « dominants et dominateurs », tandis que les inégalités socio-économique y semblent moins importantes.

Dans les deux cas, on reste néanmoins frappé par la diversité des situations alimentaires, tant en terme de ressources produites que de capacité à s'en procurer sur le marché. C'est en reconstituant, pas à pas, l'histoire événementielle des soudures récentes que l'on comprend mieux leur caractère aléatoire et contraint, variable et récurrent (Gado 1993). Ainsi, les données collectées sur le terrain ont montré que la « période déclarée de fin des greniers » comme « la durée reconstituée de la soudure »[4] fluctuaient sensiblement d'une année à l'autre.

Tableau 1 : Structure comparée de la durée de la soudure

	Gnagna		Mandara	
Années	2001	2002	2003	2004
Pas de soudure	2,3	5,7	18,8	5,4
Moins de 3 mois	14,3	32,9	42,8	17,7
3 à 6 mois	32,4	40,9	28,6	39,2
Supérieure à 6 mois	51,0	20,5	9,8	37,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquêtes Gnagna IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I 2001 et 2002. Respectivement 615 et 585 ménages. Enquête Mandara IRD/IEDES-Paris I 2004. Respectivement 130 et 119 ménages. En %.

La première pouvait être située, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, après numérotation de chaque semaine de l'année, à la fin de la deuxième semaine de juin en 2001-2002, à la troisième semaine du mois de juillet en 2002-2003 et à la deuxième semaine du mois de mai en 2003-2004. Dans l'Est du Burkina Faso, elle se situait à la mi-avril au cours de l'année alimentaire 2000-2001 et à la mi-juillet l'année suivante. Il s'agit néanmoins d'un indicateur très grossier et relativement peu fiable du niveau des disponibilités céréalières (Adjamagbo et *al*. 2007). En effet, il est souvent le résultat d'une estimation hâtive ou incomplète du déclarant, compte tenu de la dispersion des lieux de stockage et de la diversité des gestionnaires[5]. Mieux vaut donc raisonner sur la base d'une année alimentaire complète, procédant pas à pas, pour reconstituer les périodes de manque et de sécurité alimentaire. Ainsi, la durée de couverture céréalière variait également fortement d'une année sur l'autre : elle atteignait 180 jours en moyenne en 2001 contre 250 jours en 2002 en pays gourmantché, 288 jours en 2003 en pays mafa contre seulement 210 jours en 2004. La répartition de la soudure par tranches de durée montre les mêmes fluctuations interannuelles importantes (cf. tableau 1).

[4] La disparition des céréales dans chaque grenier a été précisée par son responsable (début, milieu ou fin de mois) tandis que la « durée reconstituée de la soudure » a été exprimée en nombre de jours après synthèse des fiches individuelles des greniers et analyse des achats réalisés en soudure.

[5] En milieu rural gourmantché par exemple, on distingue des greniers individuels, des greniers collectifs de couple, de ménage ou de concession.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

De manière très schématique, on peut considérer que la soudure s'étire les années où la pluviométrie est erratique dans l'Est du Burkina[6] (hivernage 2000) et lorsque le mil, peu adapté aux sols pauvres, des terroirs mafa en terrasses de l'Extrême-Nord du Cameroun, est cultivé (hivernage 2003). En réalité, de nombreux autres paramètres — exogènes comme endogènes, proches comme lointains, immédiats comme hérités —, entrent en ligne de compte dans l'émergence et la reproduction de la soudure. Ce qui pourrait sans doute expliquer la situation de certains ménages dont la soudure était paradoxalement moins longue l'année d'observation la plus critique[7].

Tableau 2 : Perceptions de la difficulté de la soudure

	2001	2002
Pluviométrie erratique	52,8	14,4
Approvisionnement coûteux	15,5	32,0
Manque de ressources ou de recours	8,6	30,7
Soudure longue et éprouvante	11,7	16,3
Inaccessibilité du marché	3,8	3,9
Déstockage patrimonial massif	2,9	1,3
Autre	4,7	1,4
Total	100,0	100,0

Source : enquêtes Gnagna IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I 2001 et 2002. Respectivement 615 et 585 ménages. En %.

C'est pourquoi, la soudure ne doit pas seulement être appréhendée en terme de durée mais également de sévérité pour chaque ménage considéré (Capon et *al*. 2006 ; Martin-Prével et *al*. 2006)[8]. Ainsi, il convient de prendre en compte le contexte agronomique (disponibilités en feuilles de cueillette et culture de contre-saison), économique (prix corrélés des céréales et du bétail, revenus monétaires additionnels) et social (réduction des charges familiales) de la soudure, c'est-à-dire *in fine* son incidence réelle. La nature des perceptions constitue aussi un élément utile d'appréciation. La durée de la soudure est ainsi rarement évoquée, même en 2001, à la différence du manque de « capacités » pour y faire face (cf. tableau 2). Se dévoile ainsi progressivement ce que l'on pourrait appeler la déterritorialisation de l'insécurité alimentaire, de plus en plus soumise à une régulation marchande.

Même si dans les mentalités collectives comme dans l'esprit des développeurs, la saison des pluies constitue *a priori* la période de stress alimentaire maximal, tant physiologique que psychologique, elle n'en a pas l'apanage. Des épisodes masqués et pernicieux de déficit alimentaire peuvent apparaître lors des périodes plus propices : en saison sèche, après récolte par exemple ou même lors de l'hivernage, pourtant propice à une diversification alimentaire (Savy, Martin-Prével et *al*. 2006). Ils peuvent être liés à un endettement hérité des soudures précédentes ayant nécessité la « vente sur pied » de la récolte à un commerçant ou à des imprévus sanitaires et sociaux ayant obligé leur propriétaire à vendre du sorgho à un prix peu rémunérateur.

[6] C'était la première cause de perception de la difficulté de la soudure en 2001.
[7] 21 % des ménages mafa et 24 % des ménages gourmantché.
[8] Le score de durée est associé au statut matrimonial ($p<0.0001$), à l'ethnie ($p=0.0004$), au capital fixe ($p=0.03$) et flottant ($p<0.0001$) et corrélé à la taille du ménage ($r=0.3$, $p<0.0001$) et au nombre de bovins ($r=0.3$, $p<0.0001$) tandis que l'indice de sévérité est associé principalement en 2001 comme en 2002 aux outils de production ($p=0.0002$), au capital flottant($p=0.003$) et négativement lié au revenu ($r=-0.15$, $p=0.003$) (Capon et *al*. 2006).

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

Si la durée totale de la soudure alimentaire paraît relativement simple à établir, son incidence réelle est difficile à établir en raison de son fractionnement[9]. De même, il conviendra de distinguer les périodes de manque absolu ou relatif de nourriture. En effet, certains ménages peuvent pallier une « durée de consommation » réduite de leurs greniers de mil ou de sorgho par le développement de cultures complémentaires, même si la tendance générale est plutôt à se fournir sur le marché. Cette diversification reste toutefois liée à la disponibilité en facteurs de production (eau, terre, force de travail), ce qui n'est pas toujours le cas. C'est pourquoi, il importe de pouvoir distinguer ce que nous avons appelé « soudure relative » et « soudure globale ».

Tableau 3 : Structure de l'année alimentaire

	Gnagna		Mandara	
Années	2001	2002	2003	2004
Mil ou sorgho cultivé	180,0	250,0	228,0	130,5
Maïs cultivé	11,0	11,0	16,0	18,5
Autres cultures	0,0	0,0	45,0	60,0
Feuilles de cueillette	22,0	18,0	0,0	0,0
Achats de mil ou de sorgho	152,0	86,0	76,0	156,0

Source : enquêtes Gnagna IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I, 2001 et 2002 auprès de 592 ménages. Enquête Mandara IRD/IEDES-Paris I 2004 auprès de 130 ménages (rappel sur l'année 2003). Exprimé en nombre de jours.

La première ne prend en compte que le niveau de dépendance céréalière *stricto sensu*, estimé à partir des déclarations des enquêtés, sur la base des récoltes de mil ou de sorgho stockées sur l'exploitation. Un suivi individuel de chaque grenier, individuel ou collectif, permet d'affiner leur durée d'utilisation et les différents usages des céréales (vente, don, consommation). Cette démarche permet une estimation relativement précise des disponibilités céréalières du ménage (Janin 2004 et 2006b) mais néglige la part croissante des échanges marchands, au même titre que le « bilan céréalier national » désormais obsolète. En effet, en dépit du caractère endémique de la pauvreté rurale et des efforts pour assurer une autosuffisance céréalière, une part importante de la ration de base est couverte par des achats. Cette proportion varie toutefois assez sensiblement selon les années et les ménages (cf. tableau 3).

La notion de « soudure globale » s'efforce, pour sa part, de mesurer la contribution alimentaire des autres cultures produites sur l'exploitation, des produits de cueillette ainsi que l'importance des achats réalisés sur le marché (tableaux 1 et 2) permettant de définir la profondeur de la vulnérabilité alimentaire. Ces cultures jouent un rôle très important au cours de l'hivernage en complément d'une ration céréalière souvent réduite quantitativement et qualitativement, à condition que les conditions agronomiques le permettent. En milieu rural gourmantché, le maïs et les feuilles de cueillette constituent les principaux recours (Ouedraogo 2006) tandis qu'en milieu montagnard mafa, l'éventail est plus large grâce à une pluviométrie plus abondante[10].

Toutefois, la couverture alimentaire assurée par les céréales achetées n'est, à ce stade, qu'un indicateur grossier du niveau de dépendance économique et de vulnérabilité alimentaire., Le marché joue, en effet, un rôle ambivalent : à la fois facteur de dépendance et d'endettement et point d'appui pour une sécurisation alimentaire au quotidien. Tout dépend de la nature des ressources mobilisées — vente de récolte, d'animaux ou d'autres biens, revenu d'un travail

[9] On définira donc la soudure comme « toute période de 7 jours au moins pendant lesquels le ménage a consommé des céréales qu'il n'a pas lui-même produites » (Martin-Prével et *al*. 2007)

[10] Le haricot assurait 34,5 jours de ration de base, le maïs 18,5 jours, la courge 13,0 jours, la patate douce 6,0 jours, le taro 4,5 jours, l'arachide 1,5 jours et le riz 0,5 jour.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

salarié ou d'un petit commerce — pour effectuer ces achats alimentaires. S'agit-il d'une ressource supplémentaire ou d'un actif stratégique ? Cette ressource, en nature ou en argent, pourra-t-elle être aisément reconstituée ou pas (Larivière et Martin 1995) ?

3. Perceptions et réactions

Toute recherche sur la soudure alimentaire revient nécessairement à s'intéresser à la question des « ressources », de toute nature, matérielle ou non, transitoire ou durable, rapportées à ensemble de « besoins » qui ne sont que marginalement compressibles dans le champ de l'alimentation. Approche complexe des conditions de vie des populations rurales vulnérables (Janin 2004), la « soudure » prend en compte la diversité des formes d'appropriation, de répartition et de consommation de ces mêmes ressources. De manière plus précise, elle combine le relevé détaillé, pouvant aller jusqu'à l'échelle individuelle, des dotations patrimoniales (terre, arbre, cheptel, récoltes, argent), de leur appropriation et leur gestion durable ou non (consommation, don, vente) avec le relevé des réponses apportées en situation de « manque ». Toutefois, aucune définition harmonisée du risque ne semble devoir émerger (Cambrézy et Janin 2003 ; Janin 2005, 2007).

Chaque gestionnaire familial doit s'efforcer d'adopter une démarche fondée sur la diversification, l'anticipation et la provision du risque dans les différents champs qui composent la sécurité alimentaire[11]. A cet égard, l'entrée « soudure » constitue un bon analyseur temporel du comportement des ménages et, plus globalement, de la société à faire face aux aléas et contraintes de toute nature. Car dans le cadre d'économies libéralisées, c'est bien la capacité différenciée des communautés et des familles à se prémunir contre l'insécurité alimentaire qui est désormais en question. Elle est d'ailleurs au cœur des préoccupations des décideurs nationaux comme internationaux pour la redéfinition des cadres stratégiques de lutte. C'est pourquoi, la réactivité des ménages en situation de disette est considérée depuis une décennie comme un indicateur probant de vulnérabilité et de marginalité alimentaire (Corbett 1988, Davies 1996, Maxwell 1996, Maxwell et *al*. 1999, Adams et *al*. 1998). Si la dimension conjoncturelle des réponses en période de soudure est privilégiée, elle n'élimine cependant pas la prise en compte d'une dimension plus structurelle liée à la fragilité des modes de vie adaptatifs (*sustainable livelihoods*). Cette approche a d'ailleurs connu, depuis les années 1990, un regain d'intérêt auprès des agences d'aide et de développement (Devereux et *al*. 2004, Pittaluga 2004, PAM 2005), même si la dimension territoriale et identitaire reste faiblement prise en compte.

D'une manière générale, une gestion efficiente des stocks céréaliers sera d'autant plus difficile à mettre en oeuvre que le risque de déficit est à la fois récurrent, aléatoire et pernicieux. En effet, les producteurs ne peuvent prévoir, d'une année à l'autre, le volume des récoltes futures, ni même planifier leur consommation anticipée. Certes, cette menace conduit la majorité des producteurs à adopter une gestion prudente mais la prégnance de certains comportements oblatifs peut occasionner une hausse de la consommation (lors des funérailles par exemple). De même, le besoin de trésorerie peut amener certains producteurs à vendre leurs récoltes (parfois même « sur pied ») à des collecteurs, quitte à devoir en racheter à des prix souvent plus élevés au cours de la soudure. Enfin, le producteur doit faire avec l'insécurité relative qui règne autour des réserves, soumises parfois à des vols ou à des attaques de ravageurs.

En période de soudure, l'ensemble des décisions familiales vise à réduire l'inadéquation entre une demande alimentaire constante et une offre céréalière amoindrie. Pour ce faire, chaque chef de ménage a le choix entre deux types de réponses non exclusives : réduire le niveau de la consommation par un ajustement de la demande (tableau 4), maintenir la ration alimentaire de base par la mobilisation de nouvelles ressources (tableau 5). Qu'il s'agisse de décisions économiques d'approvisionnement alimentaire ou d'arbitrages sociaux en terme d'allocation de ressources, tous reposent avec acuité la question des droits (d'accès, d'usage

[11] On distingue ainsi communément la disponibilité physique des denrées, leur accessibilité géographique et économique, leur utilisation effective pour la consommation et leur acceptabilité culturelle.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

et de transmission), c'est-à-dire des stratifications sociales en place et donc des rapports de pouvoir au sein des unités d'exploitation et de consommation[12]. Nous y reviendrons plus loin.

Tableau 4 : Evolution de la ration en soudure

	Gnagna	Mandara
Hausse	10,8% (45,6% en moyenne)	48,8% (52,3% en moyenne)
Stabilité	33,5%	27,9%
Baisse	55,6% (-38,3% en moyenne)	23,3% (-28,0% en moyenne)

Source : enquêtes IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I, 2001. Enquête Mandara, IRD/IEDES-Université de Paris I, 2004. En % de 582 et 129 réponses.

Les activités de préparation et de consommation constituent des réalités sociales infiniment plus complexes qu'il n'y parait. A tout moment, si nécessaire, il est possible de jouer sur plusieurs paramètres : le volume de la ration journalière de base, le rythme de préparation ou de consommation, l'origine des aliments. Ainsi, il est relativement fréquent de réduire la quantité de céréales préparées ou d'introduire des feuilles de cueillette en pays gourmantché (Ouedraogo 2006) tandis que les chefs de ménages les plus avertis s'efforcent plutôt d'améliorer la qualité et la quantité de la ration.

Tableau 5 : Répartition des recours en soudure

	Gnagna		Mandara
Vente de bétail	57,5	53,4	32,6
Vente de récoltes	2,0	2,4	13,5
Vente de biens	0,8	1,2	0,0
Aide alimentaire	7,8	7,3	10,5
Aide financière	0,5	0,8	2,2
Emprunt financier	3,4	6,5	9,8
Emprunt céréalier	1,4	6,9	6,2
Epargne	5,4	7,2	9,6
Commerce	11,1	7,2	5,7
Artisanat	3,2	2,2	3,4
Autres*	6,9	4,9	6,5
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Enquêtes Gnagna, IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I, 2001 et 2002 ; en % sur 235.368 et 115.000 yorouba achetés ou reçus en don. Enquête Mandara, IRD/IEDES-Université de Paris I, 2004 ; en % sur 19.672 tasses de céréales achetées ou reçues en don. * Orpaillage et maraîchage dans la Gnagna, migration saisonnière de travail dans les Monts Mandara.

[12] Qui décide d'ouvrir, de vendre les céréales des greniers ou le bétail et gère les revenus complémentaires susceptibles d'être alloués à des achats alimentaires,…

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

Pour approfondir l'analyse, l'étude fine des comportements tactiques adoptés en « soudure » constitue une piste intéressante même si elle se révèle fastidieuse. Nous nous sommes efforcés de lister, mois par mois, les décisions d'achat, de vente et de consommation, des chefs de ménage gourmantché, mossi, peuls et mafa, en précisant les volumes, les coûts et leur origine. L'établissement de chronogrammes (Janin 2004) s'est révélé indispensable pour pointer les incohérences dans les déclarations comme dans les faits. Ils ont permis d'apporter des correctifs rapides *in situ*. Au final, une répartition précise de l'origine des céréales consommées en période de soudure a pu être établie (cf. ci-dessus).

La part de l'aide est très faible dans les deux zones d'enquête (de l'ordre de 7 à 12%). Il s'agit presque exclusivement de soutiens familiaux et amicaux dans le cadre d'une économie morale de la redistribution propres aux populations vulnérables ou marginales et très rarement d'une aide alimentaire institutionnelle. En revanche, la prise en charge de proximité — dons de « plats », envoi de céréales, partage du repas — n'est pas comptabilisée ici.

La dimension « accessibilité économique » de la sécurité alimentaire est donc, par voie de conséquence, de plus en plus prégnante dans le quotidien alimentaire des ménages, en dépit de l'incidence de la pauvreté monétaire absolue[13]. Nous sommes en présence d'unités familiales de production fortement insérées dans l'économie marchande (Janin 2006a) même si les logiques communautaires d'entraide restent vivaces pour les travaux agricoles. La cession d'actifs (récoltes, bétail, biens) reste la réponse la plus courante dans les deux zones d'enquête même si elle est, fort logiquement, plus marquée en milieu agropastoral burkinabé (60,3 et 57,0%) qu'en milieu montagnard mafa (46,1%). La vente de bétail, qui sert véritablement d'« épargne sur pied », est nettement prépondérante et reste presque qu'exclusivement destinée à réaliser des achats de mil ou de sorgho.

Une contextualisation plus poussée de cette pratique est souvent judicieuse. Car le phénomène déstockage patrimonial est à la fois un indicateur de vulnérabilité conjoncturelle (dans le cadre du pastoralisme) et un marqueur d'adaptabilité sous fortes contraintes (par le développement de l'embouche animale). Ce qui implique donc de s'intéresser à la capacité de reconstitution du stock animalier. Enfin, les chefs de ménage enquêtés, cherchent aussi à diversifier leurs sources de revenus à l'aide d'« activités génératrices de revenu », pour reprendre une terminologie très connotée dans le monde du développement : achat et revente de céréales ou de bétail, artisanat alimentaire, maraîchage et location de leur force de travail. Ces activités représentaient respectivement 21,2%, 14,3% et 15,6% du volume des recours en 2001, 2002 et 2004.

La nature des recours diffère également selon l'orientation agro-économique des unités d'exploitation même si la tendance générale est à une combinaison plus poussée de l'agriculture et de l'élevage et donc, à une indifférenciation progressive des modes de vie adoptés. L'élevage joue un rôle déterminant en période de soudure mais très différent selon le mode de conduite adopté. Ainsi, l'élevage transhumant est particulièrement sensible à la diminution des surfaces fourragères (consécutive à l'extension des superficies cultivées et aux épisodes de sécheresse) tandis que l'embouche est devenue une activité centrale dans la lutte contre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, via la consommation de lait, la vente d'animaux, comme dans la reproduction de la fertilité (pour les développeurs comme pour les ruraux). Toutefois, si les ménages peuls, gourmantché et mossi enquêtés occupent des niches agro-écologiques proches et doivent composer avec certains aléas similaires, leur soudure diffère. Elle était structurellement plus longue, plus coûteuse pour les premiers très fortement dépendants de la vente d'animaux pour acquérir des céréales, même si des formes contractuelles d'aide alimentaire existent (troc de lait contre céréales, allocation d'une ration journalière pour le confiage des bovins). En outre, plus elle est longue et moins elle est susceptible d'être gérée par anticipation (cf. tableau 6).

[13] Les coûts d'approvisionnement sur le marché étaient d'ailleurs considérés, par les chefs de ménage de la Gnagna, comme la première cause de difficulté de la soudure en 2002 (32%). La « ligne de pauvreté monétaire absolue » a été fixée à un dollar par jour et par individu.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

Tableau 6 : Caractéristique de la soudure alimentaire 2001 par groupe

	Peuls	Gourmantché	Mossi
Taille du ménage (nb. moyen d'individus)	8,3	9,2	9,8
Soudure globale (fréquence en %)	100,0	92,8	89,5
Soudure globale (en jours)	244	181	152
Vente du bétail (fréquence en %)	92,2	76,0	69,1
Achats céréaliers (nb. moyen de *yorouba**)	477	360	342
Proportion de la ration annuelle achetée (%)	78,6	48,7	39,8
Ration céréalière (en *yorouba*/pers/jour)	0,20	0,22	0,24
Baisse de la ration céréalière (fréquence en %)	57,8	57,3	40,0
Anticipation des achats (fréquence en %)	31,1	51,8	56,0
Anticipation des achats (nb. moyen de mois)	1,3	2,6	3,2

Source : enquête IRD//Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I 2001. Respectivement 485, 64 et 57 ménages. * Le *yorouba* est l'unité de mesure la plus utilisée sur le marché et pour la préparation alimentaire ; son poids oscille entre 2,7 et 3,3 kg selon le niveau de remplissage effectif.

Ces données donnent également, en creux, à lire le paradoxe suivant : l'enclavement géographique[14] — et la marginalité qui en découle — n'implique pas que les individus soient rivés à leur terroir. Bien au contraire, la mobilité à courte et moyenne distance comme l'adaptabilité sociale et économique constitue souvent une réponse de survie en situation de précarité (Chastanet 1992). Cependant, le rôle de la migration apparaît peu clairement dans l'éventail des recours, sauf dans en pays mafa où des travaux agricoles rémunérés sont effectués par les jeunes actifs dans les plaines proches de la région de Maïduguri (Nigeria). Dans les faits, la proportion de ménages mafa concernée est nettement supérieure (42,6%) mais l'argent perçu n'est pas nécessairement utilisé pour des achats céréaliers. Cela s'explique par l'absence de lien de causalité directe : en dehors des épisodes de sécheresse et de famine, le départ en migration est rarement évoqué comme un recours. Dans la réalité, la mobilité est inscrite au cœur des territorialités sahélo-soudaniennes et participe à certaines formes de survie ou de sécurisation : recherche de pâturage et de points d'eau temporaire, déplacements au marché pour acheter et vendre, délocalisation temporaire d'une partie de l'unité d'exploitation dans un hameau de culture. Ainsi, en pays gourmantché, 17,1% des membres de l'échantillon avaient le statut de « migrant saisonnier de culture » et 1,2% de « migrant transhumant » contre 6,7% « migrant saisonnier de culture » et 10,1% « migrant saisonnier » en pays mafa.

Ces données chiffrées ont cependant de la peine à restituer l'importance de la question du temps et des perceptions du risque dans toute analyse de la vulnérabilité et de la marginalité[15]. Si ces dernières s'enracinent dans des contextes géographiques, économiques et politiques porteurs (« à risque »), elles sont également liées aux (in-)décisions des « gestionnaires de ressources » (greniers, troupeaux, parcelles, réseaux), d'une année à l'autre, à l'aune de perceptions tantôt fatalistes, tantôt proactives des difficultés immédiates et à venir. Mais comment les intégrer pour une action de développement ? Or, l'anticipation du risque semble bien jouer un rôle central. Près d'un ménage sur deux dans les deux zones d'enquête la pratique (cf. tableau 7).

[14] En pays gourmantché, la période de la soudure est d'autant plus critique qu'elle se combine souvent avec un enclavement géographique, liée aux pluies d'hivernage, qui compromet fortement l'accessibilité aux marchés physiques.

[15] La prise en compte des temporalités se révèle néanmoins difficile à réaliser, pour des raisons à la fois financières et méthodologiques.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

Tableau 7 : Anticipation de la soudure

	Gnagna		Mandara
	2001	2002	2004
Fréquence de la soudure	92,0%	et 84,8%	45,3%
Mois d'anticipation (nb. moyen)	2,5 mois	2,6 mois	1,9 mois
Fréquence d'anticipation	45,5%	58,3%	45,3%

Source : Enquêtes Gnagna, IRD/Univ. Ouagadougou/IEDES-Paris I, 2001 et 2002. Enquête Mandara, IRD/IEDES-Université de Paris I, 2004. En %.

De fait, les coûts d'approvisionnement céréalier sur le marché sont d'autant plus élevés que les décisions prises sont tardives, lorsque les termes de l'échange entre bétail et céréales sont très dégradés. Car la valeur d'échange d'un petit ruminant ou d'un bovin évolue de manière proportionnellement inverse à celle d'un sac de mil ou de sorgho, au fur et à mesure que s'installe la soudure alimentaire pour un plus grand nombre de ménages. Avec des écarts saisonniers allant communément de 1 à 3, voire de 1 à 5 en cas de crise alimentaire plus marquée. Par conséquent, la gestion du temps ou plutôt des différentes temporalités (quotidienne, saisonnière, interannuelle) qui rythment la vie agropastorale constitue un élément clé des stratégies de survie des populations vulnérables et marginales. Cette capacité à les maîtriser est d'autant plus importante que les chefs de ménage et autres responsables de famille disposent d'un panel relativement peu diversifié de recours. C'est pourquoi, toute anticipation décisionnelle, même partielle, peut se révéler fructueuse. Certains ménages peuvent même opter pour une gestion inversée des stocks et des recours, préférant acheter des céréales après récolte lorsqu'elles sont encore peu coûteuses et consommer ultérieurement leurs récoltes afin de réduire le coût global de la gestion de la soudure (Janin 2004).

Une autre piste intéressante, pour rendre compte de la complexité de la vulnérabilité et de la marginalité, constitue à entreprendre une micro-géopolitique de la régulation d'accès aux ressources et aux aliments, en parallèle aux recherches sur la politisation des stratégies de lutte (Janin et *al*. 2005). Car les modalités de redistribution — sociale, spatiale et temporelle — des denrées produites ou achetées peuvent autant renforcer le niveau d'exposition et de sensibilité d'un groupe ou d'un individu que l'atténuer. Elles permettent d'expliquer certaines formes masquées ou imprévisibles de vulnérabilité et d'insécurité. Pour mener à bien cette recherche il est important de bien appréhender la nature inégalitaire des dotations patrimoniales et la capacité de gestion liée à la nature des droits réels possédés (Janin 2007). Aussi, nous sommes-nous efforcés de préciser, lors des enquêtes la nature des biens individuels (terre, revenu, bétail) et la durabilité des droits afférents (propriété, usage). Si dans ces sociétés, la mutualisation des ressources constitue une pratique ancienne éprouvée pour permettre la survie du groupe, elle recèle néanmoins parfois un certain arbitraire. Les « absents » et les « cadets sociaux » sont ainsi fortement mobilisés et leurs ressources (greniers, bétail) sont parfois consommées avant celles des autres. Sécurité et vulnérabilité diffèrent, de ce fait, sensiblement selon l'angle d'analyse (communautaire ou individuel) tandis que la régulation sociale s'exerce au risque d'engendrer de nouvelles formes de marginalité.

Bibliographie

ADAMS Alayne et *al*. (1998) Towards a Conceptual Framework of Household Coping: Reflections from Rural West Africa. Africa: *Journal of International African Institute*, 68(2): 263-283.

ADGER Neil (2006) Vulnerability. *Global Environmental Change*, 16: 268-281.

ADJAMAGBO Agnès et *al*. (2006) Comment les ménages d'une zone rurale du Sénégal gèrent-ils leurs ressources? *Etudes rurales,* 177 - Territoire rural: pratiques et représentations.

BEAUVILAIN (1989) *Nord-Cameroun. Crises et peuplement*, 2 vol. 625 p.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

BILINSKY Paula et SWINDALE Anne (2005) *Months of Inadequate Household Food Provisioning (MIHFP) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide*. Washington, FANTA Project.

BROOKS Nick, ADGER Neil et MICK Kelly (2005) The determinants of vulnerability and adaptive capacity at the national level and the implications for adaptation, *Global Environmental Change* (15):151–163.

CAMBREZY Luc et JANIN Pierre (2003) Le risque alimentaire en Afrique. Dans Veyret Yvette (ed.) *Les risques*. Paris, Sedes.

CAPON Gilles, MARTIN-PREVEL Yves, JANIN Pierre, OUEDRAOGO François de Charles (2006) Élaboration d'un indice synthétique de la difficulté de la soudure en milieu rural burkinabé, 13èmes Journées des Sciences de la Santé, Bobo-Dioulasso, Burkina Faso, Mai 2006.

CHASTANET Monique (1992) Survival Strategies of a Sahelian Society: The Case of the Soninke in Senegal from the Middle of the Nineteenth century to the Present. *Food and Foodways*, 5(2): 127-149.

CILSS – AGHRYMET (2000) *Le contexte de la vulnérabilité structurelle par systèmes de production au Burkina Faso, Niger, Mali, Sénégal*.

COATES Jennifer (2004) *Experience and Expression of Food Insecurity Across Cultures: Practical Implications for Valid Measurement*. Washington, FANTA Project.

COATES Jennifer et *al*. (2006a) *Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Food Access: Indicator Guide*. Washington, FANTA Project.

COATES Jennifer et al. (2006b) Commonalities in the Experience of Household Food Insecurity across Cultures: What Are Measures Missing? *Journal of Nutrition*, 136: 1438–1448.

CORBETT Jane (1988) Famine and household coping strategies. *World Development*, 16(9): 1099-1112.

COURADE Georges (1985) Jalons pour une géographie de la marginalité en Afrique Noire. *L'Espace Géographique*, 139-150.

COURADE Georges (2001) Paupérisation et inégalités d'accès aux ressources. Dans Winter Gérard (éd.). *Inégalités et politiques publiques en Afrique: pluralité des normes et jeu d'acteurs*, Paris, Karthala : 26-49.

COURADE Georges éd. (2006) *L'Afrique des idées reçues*. Paris, Belin.

DAVIES Simon (1996) *Adaptable Livelihood. Coping with Food Insecurity in the Malian Sahel*, Macmillan, Basingstoke.

DEBRIE Jean et STECK Benjamin (2001) L'enclavement, réévaluation théorique et applications à l'Afrique de l'Ouest ». *L'Espace géographique*, 30(1) : 26-36.

DEVEREUX Stephen et *al*. (2004) *Improving the analysis of Food Insecurity. Food Security Measurement, Livelihoods Approaches and Policy: Applications in FIVIMS*.

DILLEY M et BOUDREAU T. E. (2001) Coming to terms with vulnerability: a critique of food security definition. *Food Policy*, 26(3): 229-247.

ERIKSEN Siri et al. (2005) The dynamics of vulnerability: locating coping strategies in Kenya and Tanzania. *The Geographical Journal*, 171(4): 287-305.

FRONGILLO Edward et NANAMA Siméon (2006) Development and Validation of an Experience-based of Household Food Insecurity within and across Seasons in Northern Burkina Faso. *Journal of Nutrition*, 136: 1409S-1419S.

GADO Alpha Boureima (1993) *Une histoire des famines au Sahel. Étude des grandes crises alimentaires (XIXe-XXe siècle)*. Paris, L'Harmattan.

HAMPSHIRE Kate & RANDALL Sara (2005) Demography & Livelihoods in Sahelian Fulbe of Burkina Faso. Dans Homewood Catherine *Rural Resources & Local Livelihoods in Africa*, Oxford James Currey : 123-136.

HEITZMANN Karin et al. (2001) *The Sources of Vulnerability: A Rationale and Guideline for the Assessment of Risks and Risk Responses*. Washington, Human Development Network, The World Bank.

HESSELBERG Jan et YARO Joseph (2006) An assessment of the extent and causes of food insecurity in northern Ghana using a livelihood vulnerability framework. *GeoJournal*, 67: 41-55.

HOURS Bernard (2007) La sociologie du développement dans la Revue Tiers-Monde. 50 années pour une discipline improbable. Paris, *Revue Tiers-Monde*, 191 : 699-717.

JANIN Pierre (2004) La gestion spatio-temporelle de la soudure alimentaire dans le sahel burkinabé. *Revue Tiers-Monde*, 180: 909-933.

JANIN Pierre (2005) Le risque alimentaire en Afrique : entre lectures et mesures géographiques. Montpellier, Atelier CIRAD *Elevage et risque*. http://epe.cirad.fr/fr/doc/7_Pierre_Janin.pdf.

ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008

JANIN Pierre et SUREMAIN Charles-Edouard (éds.) (2005) *La question alimentaire en Afrique : risque et politisation*, Paris, PUF, *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre, 184 : 727-859.

JANIN Pierre (2006a) L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien. *Afrique Contemporaine*, 217: 91-105.

JANIN Pierre (2006b) La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain. *L'Espace Géographique*, 35(4): 355-366.

JANIN Pierre (2007) Géographie du risque alimentaire en milieu sahélien : rendre compte de la complexité. Paris, Armand Colin, *Les Annales de géographie*, (article soumis le 24/04), 31 p.

JANIN Pierre et MARTIN-PREVEL Yves (2006) Des indicateurs à l'action : vulnérabilité alimentaire et sécurité nutritionnelle en milieu rural sahélien burkinabé. *Revue Canadienne d'Etudes Africaines*, 40 (3) : 443-461.

KLENNERT Klaus éd. (2006) *Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Actions visant à relever le défi global*. Manuel de références. Feldafing, Inwent.

LARIVIERE Sylvain et MARTIN Frédéric ET SAVADOGO K. (1995) Stratégies des ménages en matière de sécurité alimentaire dans un contexte d'ajustement structurel : le cas de la province du Passoré au Burkina Faso. *Economies et sociétés*, PUG, 22(3-4) :145-165.

LØVENDAL Christian Romer and KNOWLES Marco (2005) *Tomorrow's Hunger: a Framework for Analysing Vulnerability to Food Insecurity*. ESA Working Paper N°05-07, FAO.

MARTIN-PREVEL Yves, JANIN Pierre, OUEDRAOGO François de Charles, CAPON Gilles, DELPEUCH Francis (2006) Vulnérabilité alimentaire saisonnière et état nutritionnel en milieu rural au Burkina Faso, Congrès francophone d'épidémiologie en milieu tropical (23-25 janvier 2007), Institut de Recherche en Santé Publique- Société de Pathologie Exotique-EPITER-Adelf, Ouidah (Bénin), Résumé publié: *Bull Soc Pathol Exot*, vol. 99, n° 5, 326-327.

MAXWELL Daniel et *al*. (1999) Alternative food-security indicators: revisiting the frequency and severity of 'coping strategies. *Food Policy*, 24: 411-429.

MAXWELL Daniel (1996) Measuring Food Insecurity: The Frequency and Severity of Coping Strategies. *Food Policy*, 21(3): 291-303.

NDEMBOU Samuel (2000) Rapports de domination et extension de l'insécurité : les migrations kirdi en zone foulbé. Dans Courade Georges (éd.), *Le désarroi camerounais*, Paris, Karthala. 219-234.

NDEMBOU Samuel (2005) L'insécurité alimentaire dans la plaine de la Bénoué, Yaoundé, *Enjeux* (23) : 38-45.

OUEDRAOGO François de Charles (2006) *La vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso*. Paris, L'Harmattan.

PAM (2003) *La vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire en milieu rural*. Rapport Sénégal, VAM unit.

PAM (2005) *Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Mali (CFSVA)*. Données de décembre 2005. Rome, PAM-UE-CSA-UNICEF.

PITTALUGA Fabio (2004) *Livelihoods systems' profiling. Mixed methods for the analysis of poverty and vulnerability*. Rome, FAO.

RAYNAUT Claude et *al*. (1997) *Diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris, Karthala.

REARDON Thomas et MATLON Peter (1989) Seasonal food insecurity and vulnerability in drought-affected regions of Burkina Faso. Dans Sahn Daniel (éd.), *Seasonal Variability in Third World Agriculture*. The Consequences for Food Security: 118-136.

SAVY Mathilde, MARTIN-PREVEL Yves et *al*. (2006) Dietary Diversity Scores and Nutritional Status of Women Change during the Seasonal Food Shortage in Rural Burkina Faso, *Journal of Nutrition*, (136): 2625-2632, October 2006.

SEIGNOBOS Christian (éd.) (2004) *Atlas de la province Extrême Nord-Cameroun*, Paris, IRD.

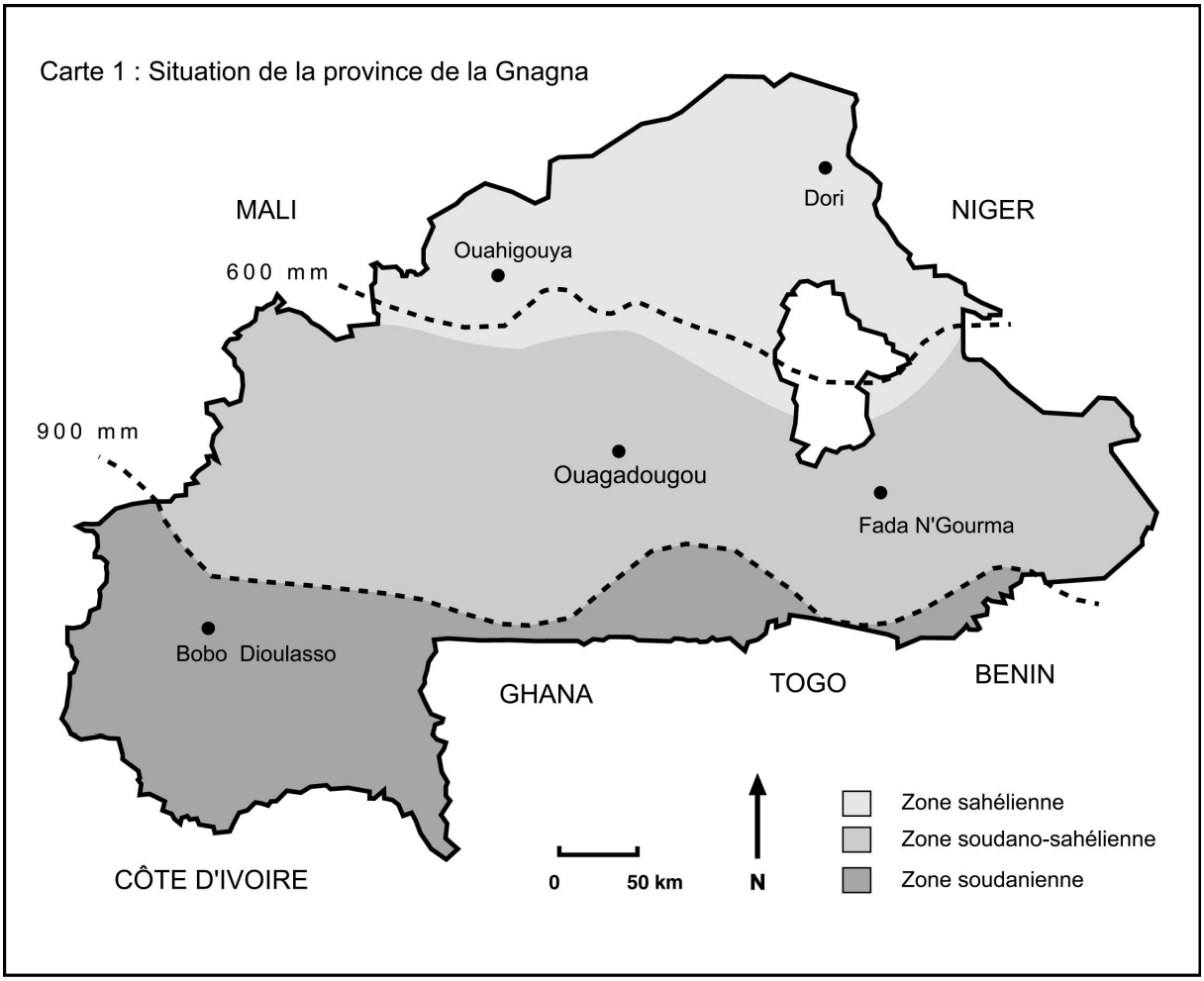
SMITH Kevin et *al*. (2000) Participatory Risk Mapping for Targeting Research and Assistance: With an Example from East African Pastoralists. *World Development*, 28(11): 1945-1959.

SWINDALE Anne and BILINSKY Paula (2006) Development of a Universally Applicable Household Food Insecurity Measurement Tool: Process, Current Status, and Outstanding Issues. *Journal of Nutrition*, 136: 1449–1452.

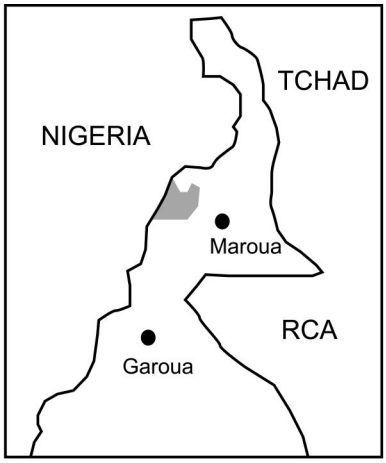
WATTS, Michael (1983) Silent *Violence: Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley: University of California Press

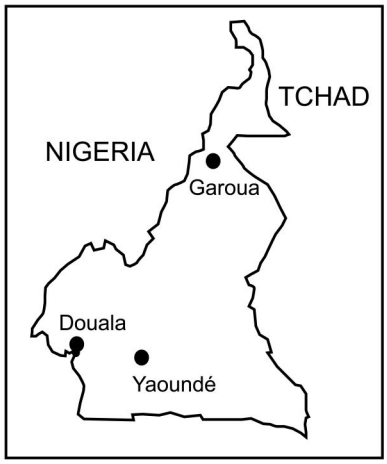
WFP (2002) *Vulnerability Assessment Mapping. Role and Objectives of VAM Activities to Support WFP Food-Oriented Interventions*. Rome, WFP.

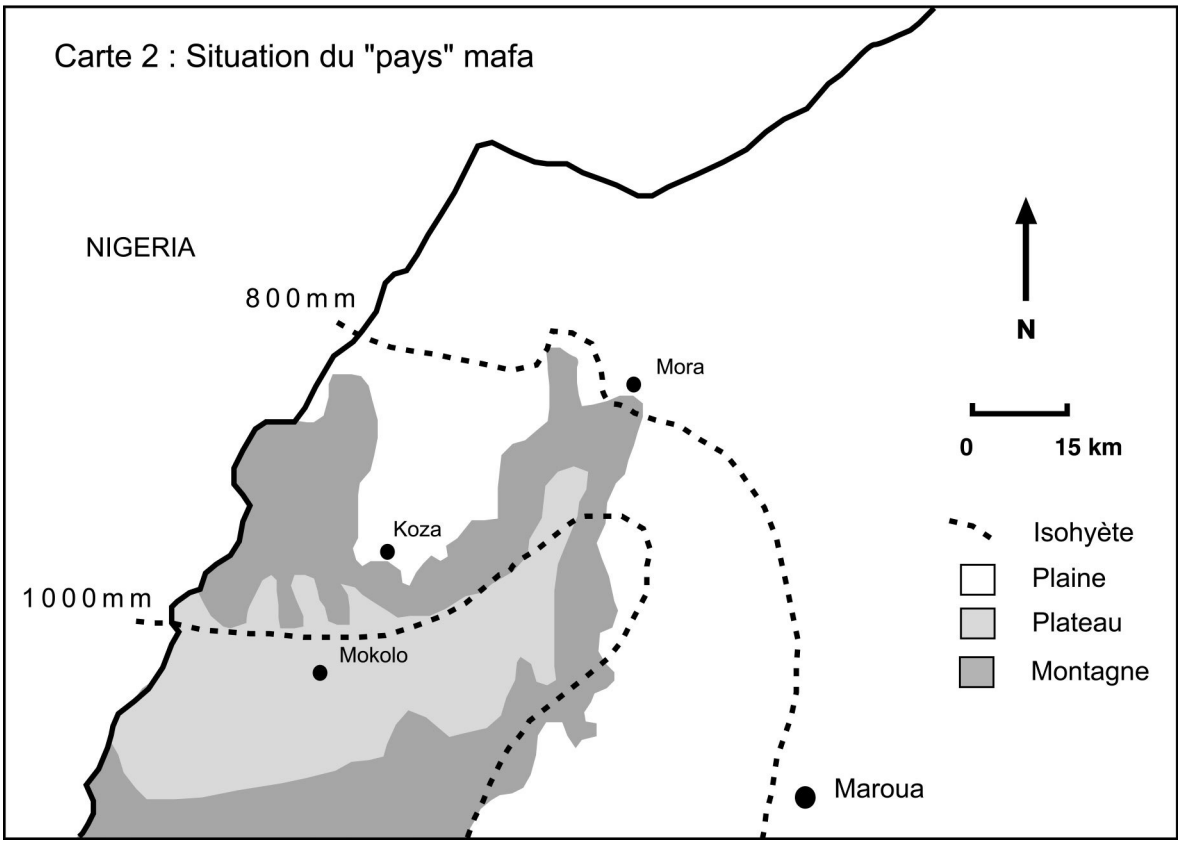
ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008



ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008







ird-00250301, version 1 - 11 Feb 2008